

Persmededeling.

Het Politiek Bureau van de Kommunistische Partij van België neemt met voldoening kennis van de tegenkanting der prijzenkommissie tegen de verhoging van het kijk- en luistergeld voor 1972. De regering zou een zware verantwoordelijkheid nemen, indien zij met dit advies geen rekening zou houden, dat een weerspiegeling is van de unanieme opinie der werkers.

In ieder geval moeten de verhogingen van het kijk- en luistergeld die in de toekomst zouden kunnen opgelegd worden, bespaard blijven aan de kleinste inkomens (WIGW).

Het Politiek Bureau drukt de wens uit dat de aanvragen tot verhoging van de spoorwegtarieven voor reizigers en de posttarieven eveneens zouden verworpen worden. De druk die in die zin wordt uitgeoefend door de vakbondsorganisaties en de organisaties die de gezinnen groeperen, is het enige middel om niet alleen de verhoging van de tarieven tegen te gaan, maar ook een politiek die de funktie van de openbare dienst vervalst en kompromitteert.

Het Politiek Bureau der K.P.B.
Brussel, 15 maart 1972.

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

Avenue de Stalingrad, 29
1000 BRUXELLES

Bruxelles, le 13 mars 1972

AUX MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE

Chers Camarades,

Le Bureau politique se réunira le

VENDREDI 17 MARS 1972 A 9 H.30.
=====

A l'ordre du jour :

- 1) Tour d'horizon sur Rassemblement des Progressistes
- 2) Conflit pétrolier : F. VAN DEN BRANDEN.

Fraternellement,

M. DRUMAUX
A. DE CONINCK.

Procès-verbal du Bureau politique du 17.3.1972

Présents : Coussement, De Coninck, Debrouwere, Dussart, Glineur, Levaux, Renard, Van Geyt, Van den Branden.

Excusés : Blume, Drumaux, Turf.

- Développement des activités en faveur du Rassemblement des Progressistes.

Le compte rendu de la situation, par fédération, ne donne pas lieu à des décisions.

- Conclusion du conflit pétrolier

Van Geyt et Van den Branden feront, pour la presse, un article soulignant les enseignements politiques de cette grève.

- Amendements présentés par Van Geyt au cours du débat parlementaire sur le Budget des Voies et Moyens : il préparera un texte de communiqué à discuter au Secrétariat du 20/3.

- Proposition Chibert (reprise de la réunion des "28" pour la discussion de l'application du 107 quater) : Van Geyt règlera notre position au sein du groupe parlementaire.

- Propositions de candidatures pour l'appareil technique du Conseil culturel francophone : idem : à examiner au groupe parlementaire.

=====

Amendements présentés par Van Geyt
(Budget des Voies et Moyens)

Ont voté contre :

Hebben tegen gestemd :

MM. Adriaensens, Anseele, Barbeaux, Basecq, Baudson, Blanckaert, Bode, Boel, Boeykens, Bourgeois, Brimant, Brouhon, Burgeon, Califice, Callebert, Castel, Chabert, Charpentier, Claeys, Close, Coens, Collignon, Cools (André), Mmes Copée-Gerbinet, Craeybeckx-Orij, MM. d'Alcantara, Danschutter, Declercq (Tijl), De Clercq (Willy), Degroeve, Dehousse, De Keersmaeker, De Kerpel, Delporte, Demets, De Mey, Denison, Deruelles, De Saeger, Desmarets, Detiège, De Vidts, Mlle Devos (Godelieve), MM. Devos (Robert), Dhoore, Diegenant, Duerinck, Férir, Flamant, Gelders, Geldolf, Gheysen, Gondry, Grafé, Grégoire, Harmegnies, Henkens, Hubaux, Hubin, Hurez, Kelchtermans, Laridon, Leburton, Magnée, Major, Markey, Mathot, Mathys, Michel, Monard, Namèche, Nazé, Nothomb, Nyffels, Olivier, Parisis, Peeters, Picron, Pierret, Piron, Plasman, Poswick, Radoux, Remacle (Léon), Rutten, Saint-Remy, Schyns, Simonet, Smets, Suykerbuyk, Swaelen, Tanghe, Temmerman, Tibbaut, Urbain, Van Daele, Vanden Boeynants, Vandenhove, Van Dessel, Van Elewyck, Van Elslände, Van Eynde, Van Herreweghe, Vanijlen, Van Lent, Van Offelen, Van Rompaey, Verhaegen, Verhenne, Mme Verlackt-Gevaert, MM. Verroken, Willems, Van Acker.

COMMUNIQUE

Le Bureau Politique du Parti Communiste de Belgique approuve le groupe parlementaire communiste d'avoir déposé et défendu, lors de l'examen du Budget des Recettes et Dépenses de l'Etat par la Chambre, deux amendements ayant pour objet :

- 1) un aménagement sensible des barèmes fiscaux, pour les revenus allant jusqu'à 360.000 Fr.;
- 2) une augmentation substantielle des crédits alloués aux transports publics, afin d'éviter toute augmentation des tarifs voyageurs de la SNCB et d'accélérer la modernisation des transports en commun urbains (pré-métros, etc.).

Le Bureau Politique constate que ces amendements, qui répondent l'un et l'autre à des revendications de larges couches de l'opinion et sont appuyées par les grandes organisations syndicales, ont recueilli le soutien d'une partie importante des députés de l'opposition, n'en ont pas moins été rejetés par l'ensemble des parlementaires de la majorité, socialistes et démo-chrétiens compris.

Le Bureau Politique souligne en outre l'extrême discrétion observée par la majeure partie de la presse au sujet du contenu des amendements communistes et de la composition des votes qui ont abouti à leur rejet.

Le Bureau Politique appelle donc les fédérations, sections et militants du Parti à informer largement les travailleurs et la population de chaque région de l'attitude de chacun de leurs élus, et à prendre les initiatives nécessaires pour accentuer la pression de l'opinion en vue de l'aboutissement des objectifs proposés.

Le Bureau Politique
du Parti Communiste de Belgique.

Bruxelles, le 20 mars 1972.

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

Avenue de Stalingrad, 29
1000 BRUXELLES

Bruxelles, le 21 mars 1972

AUX MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE

Chers Camarades,

Le Bureau politique se réunira le
VENDREDI 24 MARS 1972 A 9 H.30.
=====

A l'ordre du jour :

- Modification de l'organisation des
travaux du prochain C.C.
- Les relations Belgique - URSS
et les A.B.S. : J. DEBROUWERE.

Fraternellement,

M. DRUMAUX
A. DE CONINCK.

Procès-verbal du Bureau politique du 24.3.1972

Présents : Blume, Coussement, Debrouwere, De Coninck, Drumaux, Dussart, Glineur, Levaux, Renard, Turf, Van Geyt, Van-den Branden.

- Déroulement des travaux du prochain C.C.

Il résulte des explications que le procès-verbal de la dernière réunion de l'aile flamande au sujet des fusions et fédérations ne reflète pas fidèlement les discussions qui s'y sont déroulées. Il n'y a pas d'opposition de l'aile sur l'objectif prioritaire des fusions. Dans ces conditions, le BP maintient sa décision antérieure de tenir la prochaine réunion du C.C. en assemblée plénière. Etant donné la situation particulière de Bruxelles (élection du Conseil d'agglomération) la fédération bruxelloise devrait approfondir l'examen de la situation particulière que crée cette existence du Conseil d'agglomération.

- A.B.S.

Accord pour que les communistes y défendent une orientation visant à imprimer à l'organisation sa spécificité d'un groupement belge cherchant à associer des organisations et des milieux très divers à des échanges de divers ordres (culturel, économique ...) avec l'U.R.S.S.

Pour cela : faire appliquer les dispositions prévues dans les statuts de l'A.S.B.L. (accord sur les perspectives envisagées par Debrouwere quant aux structures);

: accord sur l'organisation de colloques belgo-soviétiques sur :

- la pollution industrielle
- réaménagement des grandes villes.

: accord sur la proposition de constituer d'ici un ou deux comités régionaux "pilote" de type nouveau, axés sur la coopération (régions à déterminer).

- Meetings du P.C. Espagnol : accord pour l'aide demandée

- le 30/4 : à Bruxelles : présidence M. Drumaux

: organisation : Baligand

: liste personnalités belges : Debrouwere et Laurent

: à Liège : date à déterminer.

- Séjour de E. Berlinguer en Belgique

Là date sera précisée par Debrouwere.

Accord sur rencontre avec la direction PCB

Accord sur intervention parlementaire pour octroi de facilités pour le retour des Italiens pour les élections.

- Chypre : Pour répondre à la demande du PC Cypriot de manifestations de solidarité (autre que le meeting décommandé) :

- Communiqué du BP (par Debrouwere après le 28/3)
- Articles dans D.R. et R.V.
- Démarche parlementaire par Van Geyt (après Pâques).

- Demande aide P.C. Intérieur : Accord sur principe d'aide aux 2 partis même si cela suscite des protestations réciproques.

Aide pour la brochure : à revoir.

- Congrès P.C. Israël

Réponse favorable seulement au P.C. Vilner.

Notre attitude à l'égard du P.C. Mikounis est différente et résulte de ses tentatives d'ingérence dans notre parti.

BP20_1972_04

Avril 1972

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE — KOMMUNISTISCHE PARTIJ VAN BELGIË

1000 BRUXELLES, le
1000 BRUSSEL,

H. A. 1978

Avenue de Stalingrad, 18-20, Stalingradlaan
Tél. 12.01.00 - 12.01.09

A Monsieur le ~~Ministre~~ ^{M. P. 79.33} - P. C. R.
de la Justice
Place Poelaert, 4
1000 BRUXELLES

Monsieur le Ministre,

Par la présente déclaration, nous soussignés, militants du Parti Communiste de Belgique, désirons élever la protestation la plus énergique contre des activités policières s'exerçant à notre préjudice.

Tous, et certains d'entre nous à plusieurs reprises, nous avons été invités par des policiers ou gendarmes en civil à devenir des indicateurs chargés d'espionner le P.C.B., ses organismes de direction, ses organisations, ses militants, membres et sympathisants. Ces démarches se sont déroulées soit à domicile soit dans des lieux publics. Des sommes d'argent (parfois importantes) nous ont été proposées, en tant que rémunérations mensuelles.

En une ou deux occasions, les policiers ont d'abord essayé de dissimuler leur qualité véritable en se prétendant démarcheurs pour le compte d'une mystérieuse agence de presse internationale, mais ont vite abandonné ce subterfuge.

En outre certains d'entre nous ont pu constater que la démarche policière avait été précédée d'une étroite surveillance n'épargnant pas leur vie privée.

Nous nous adressons donc, pour protester contre ces moeurs anti-démocratiques, au Ministre de la Justice et au gouvernement ainsi qu'aux élus des deux Chambres, et nous invitons les organisations ouvrières et démocratiques du pays à nous donner leur appui.

En effet, notre cas revêt une portée générale. En l'occurrence, il s'agit d'une atteinte caractérisée à trois des libertés essentielles que garantit la Constitution belge à tous les citoyens : liberté individuelle, liberté d'opinion, liberté d'association. Pareilles méthodes recèlent une menace pour toutes les organisations ouvrières et démocratiques et il faut y mettre fin, même si elles avaient par hasard l'agrément d'organismes internationaux auxquels notre pays appartient.

VAN BORM Laurent, Antwerpen
WAGEMANS Marjan, Brussel
GUISSE Marie, Bruxelles
GOOSSENS Alfons, Buggenhout
NUYTS Guido, Antwerpen
CALSIJN Gerard, Eeklo
CALLIAUW Koen, Antwerpen
UYTTERHAEGHE Antoine, Gent
VAN STEENKISTE Albert, Bruxelles

FRANCIS Robert, Borgerhout
DERMINE Michel, Pâturages
FUCHS Jean, Bressoux
HANQUET Francine, Bressoux
DELECOLE Léon, Ath
BONNET Jean, Chercq
BRAET Marc, Brugge
REMACLE Roger, Flawinne

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

Avenue de Stalingrad, 29
1000 BRUXELLES

Bruxelles, le 27 mars 1972

AUX MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE

Chers Camarades,

Le Bureau Politique se réunira le

VENDREDI 7 AVRIL 1972 A 9 H.30.

=====

A l'ordre du jour :

- Mise au point C.C.
- Plan Simonet de relance économique : Van Geyt
- L'Europe : Debrouwere
- Notre position vis-à-vis du CNUCED : Turf.

Fraternellement,

M. DRUMAUX
A. DE CONINCK.

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

Avenue de Stalingrad, 29
1000 BRUXELLES

Bruxelles, le 10 avril 1972

AUX MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE

Chers Camarades,

Le Bureau politique se réunira le
VENDREDI 14 AVRIL 1972 A 9 H.30.

A l'ordre du jour :

- 1) Conclusions des travaux du C.C.
- 2) La relance économique VAN GEYT
- 3) Le CNUCED TURF
- 4) Démarche vers PSB pour ratification
accords Bonn-Moscou-Varsovie DEBROUWERE

Fraternellement,

M. DRUMAUX
A. DE CONINCK

POUR RAPPEL

: Réunion des bureaux d'ailes à 14 H.30 :

Procès-verbal du Bureau politique du 14.4.1972

Présents : Blume, Debrouwere, De Coninck, Drumaux, Dussart, Glineur, Leviaux
Renard, Turf, Van den Branden, Van Geyt.

Excusé : Coussement

- Conclusions du dernier C.C.

- Rapport sur les nouvelles institutions :

- faire poursuivre, dans les fédérations du parti, l'information sur le rapport de Coussement en vue d'arriver à une concrétisation par fédération.

- Rapport sur l'unité :

- il sera publié dans le prochain "Faits et Arguments" (n° 6 de mai);

- souligner l'effort à faire dans les 2 directions indiquées par le rapport : structuration de comités de type UDP et recherche de contacts avec toutes les gauches.

- Plan de relance économique

souligner : - qu'il ne contient pas de réformes de type progressiste et ne répond pas aux exigences socio-collectives

- que les tendances vers les hausses des prix vont s'accélérer
- l'absence de contrôle sur les aides publiques pour les prix, l'emploi

- que les investissements publics sont orientés vers la politique classique

- le volet régional de relance est quasi inexistant

- absence de réorientation de l'effort vers les pays socialistes et Tiers Monde.

Propositions d'action :

- Lutte contre hausses des prix :

- chercher à y associer les "usagers"

- mettre accent sur essence - électricité - chemins de fer.

- Impôts :

- déposer une proposition de loi visant à augmenter les minima imposables (régulariserait la situation des petits salariés)

- déposer, sous forme de proposition de loi, les amendements de Van Geyt sur indexation des barèmes fiscaux

- élargir l'action à la base (localités et entreprises - cf ce qui se fait à Liège) - par des pétitions et O.J. et déboucher sur des démarches vers les parlementaires de la majorité.

- Pour les grandes entreprises multi-nationales (ACEC-Fabelta-AKZO)

- exiger l'autonomie de gestion du département belge et la subordination de l'octroi de subsides par l'Etat, à des accords plus précis en matière de garanties d'emploi.

En cas d'échec, revoir la proposition de mise en Régie...

- Action (pour les grandes villes) pour des investissements publics répondant aux besoins collectifs

- étudier de façon plus approfondie un plan de réformes de structure.

- C.N.U.C.E.D

- Poser le problème sous l'angle idéologique : dans la presse (redresser les conceptions erronées) :

.../..

- mise sur même pied des pays capitalistes et socialistes
- pas de distinction au sein des pays riches entre les capitalistes et les exploités
- opposition de la classe ouvrière des pays riches contre les pays en voie de développement
- notion d'"aide" : - doit prendre le caractère de solidarité politique
 - expliquer qu'au delà des gouvernements qui changent, "l'aide" se fait en définitive en faveur des peuples
 - doit porter sur le développement des forces productives et base des richesses nationales de l'endroit

Au Parlement :

intervenir sur ce problème lors de la discussion du budget des Affaires Etrangères.

- Ratification accords Bonn-Moscou-Varsovie
 - publier le communiqué après le 24/4 (élections au Bad-Wurtemberg)
- Vietnam
 - accord sur communiqué
 - manifestation de Liège (22/4) : Debrouwere demandera à Is. Blume d'intervenir auprès des organisateurs pour éviter des orateurs provocateurs.

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

Avenue de Stalingrad, 29
1000 BRUXELLES

Bruxelles, le 28 mars 1972

AUX MEMBRES DE L'AILE WALLONNE DU B.P.

Chers Camarades,

L'aile wallonne du Bureau politique se réunira
le

VENDREDI 14 AVRIL 1972 A 14 H.30.
=====

A l'ordre du jour :

- 1) L'organisation du mouvement socio-éducatif.
- 2) Liaisons avec les fédérations wallonnes.
- 3) Elargissement du Bureau.

Fraternellement,

M. DRUMAUX.

Communiqué.

Le Bureau Politique du Parti Communiste de Belgique constate que les récents événements politiques et militaires au Sud-Vietnam apportent un coup décisif à la politique de "vietnamisation" du président Nixon, politique qui s'effondrerait sans l'aide militaire massive des Américains.

Les Etats-Unis, en refusant la reprise des négociations de Paris sur base des propositions des représentants de la République Démocratique du Vietnam et du Gouvernement ^{Révolutionnaire} Provisoire du Sud-Vietnam, dont le bien fondé a été reconnu par l'opinion publique internationale, se sont eux-mêmes mis dans l'impasse.

Les manifestations de masse des 22 avril à Liège et 6 mai à Anvers, ainsi que le meeting du 20 avril à Bruxelles, prouvent qu'en Belgique aussi d'importantes forces démocratiques se solidarisent avec la lutte de libération nationale et pour le droit à l'auto-détermination des peuples Indochinois.

La poursuite de l'aide de Washington au régime de Saïgon, ainsi que la reprise des bombardements barbares sur le Vietnam du Nord, aggraveront les souffrances des populations touchées, sans pouvoir, pour autant, imposer une solution en faveur de l'impérialisme américain et de ses collaborateurs.

C'est pourquoi le Bureau Politique du Parti Communiste de Belgique exige du gouvernement belge que, par un acte concret, il prenne ses distances à l'égard des entreprises américaines au sud-est Asiatique. Il appelle toutes les organisations démocratiques du pays à se joindre à cette revendication.

La déclaration gouvernementale, ainsi que l'accord préalable entre les deux partis de la majorité prévoient l'établissement de relations diplomatiques avec la République Démocratique du Vietnam. La réalisation immédiate de cet engagement répondrait au vœu de l'immense majorité des belges et serait partout compris comme l'expression de la volonté, pour notre pays, de mettre fin à une tacite complicité à une guerre d'agression.

Le Bureau Politique du Parti
Communiste de Belgique,
Bruxelles, le 17 avril 1972.

Persmededeling.

Het Politiek Bureau van de Kommunistische Partij van België stelt vast dat de jongste militaire en politieke gebeurtenissen in Zuid-Vietnam, aan de "vietnamizerings"-politiek van president Nixon een vernietigende slag hebben toegebracht. Ze blijft namelijk volledig afhankelijk van massale Amerikaanse militaire steun en zou zonder haar ineensstorten.

Door te weigeren de onderhandelingen te Parijs te hervatten, op grond van de voorstellen der vertegenwoordigers van de Democratische Republiek Vietnam en van de Voorlopige Revolutionaire Regering van Zuid-Vietnam, waarvan de redelijkheid nochtans door de internationale opinie werd erkend, hebben de Verenigde Staten zichzelf in het slop geholpen.

De massabetogingen van 22 april te Luik en van 6 mei te Antwerpen, en de meeting van 20 april te Brussel, zullen bewijzen dat ook in België belangrijke detachementen der democratische krachten achter de nationale bevrijdingsstrijd in Indochina en het recht der Indochinese volkeren op zelfbeschikking, staan.

De verdere steun van Washington aan het Saigon-regime en de hervatting der barbaarse bombardementen op Noord-Vietnam, zullen het lijden der getroffen bevolking slechts verlengen, zonder een voor het Amerikaanse imperialisme en zijn kollaborateurs gunstige oplossing te kunnen afdwingen.

Het Politiek Bureau van de Kommunistische Partij van België eist daarom van de Belgische regering dat zij door een zichtbare daad afstand neemt van de Amerikaanse ondernemingen in Zuid-Oost-Azië, en roept alle democratische organisaties in het land op zich bij deze eis aan te sluiten. De onmiddellijke uitvoering van de verbintenis tot het aanknopen van diplomatieke betrekkingen met de Democratische Republiek Vietnam, zoals voorzien in het regeringsakkoord tussen de twee meerderheidspartijen en in de regeringsverklaring, zou beantwoorden aan de wens van de overgrote meerderheid der Belgen, en overal begrepen worden als de beëindiging van de stilzwijgende medeplichtigheid van ons land aan een agressieoorlog.

Brussel, 17 april 1972.
Het Politiek Bureau van de
Kommunistische Partij van België

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

Avenue de Stalingrad, 29
1000 BRUXELLES

Bruxelles, le 17 avril 1972

AUX MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE

Chers Camarades,

Le Bureau politique se réunira le
VENDREDI 21 AVRIL 1972 A 9 H.30.

A l'ordre du jour :

- | | |
|--|-----------|
| - L'Europe | DEBROUERE |
| - Communication de la délégation
en Yougoslavie | GLINEUR |

Fraternellement,

M. DRUMAUX
A. DE COHINCK.

Procès-verbal du Bureau politique du 21.4.72

Présents : Blume, Coussement, Debrouwere, De Coninck, Drumaux, Dussart, Glineur, Levaux, Renard, Turf, Van den Branden, Van Geyt.

- Position à l'égard des trotskystes

- poursuivre dans le D.R. le combat anti-gauchiste
- faire prendre position par le prochain C.C.
- au lendemain de la manifestation de Liège, faire un communiqué au nom du B.P. (dénoncer les diversions et provocations trotskystes)
- préciser nos positions au cours des débats et discours 1er Mai.

- L'Europe

1) Préciser notre position au sein du Parti : prévoir un "Faits et Arguments"

- sur la démocratisations des institutions européennes et la souveraineté nationale - élargissement des compétences des Parlements nationaux;
- sur le droit de veto des parlements nationaux
- sur effort pour surmonter la division de la gauche européenne notamment par la recherche d'une application cohérente et dynamique de la solidarité des travailleurs à l'échelle européenne
- sur l'hostilité à l'impérialisme américain et à l'OTAN
- pas de 3e force - pas d'Europe des régions.

2) Prévoir des initiatives du PCB :

- par notre groupe parlementaire : contacts avec les communistes dans les institutions européennes
- chercher l'établissement de contacts visant à poser, en premier lieu, non pas les problèmes idéologiques mais les problèmes concrets de la solidarité ouvrière de l'internationalisation des luttes ouvrières.

- Poursuite de l'action contre les ingérences policières

- a) préparer d'urgence une nouvelle liste de signataires à publier (ceux sollicités sous les ministères Vranckx) - joindre lettre explicative;
- b) faire répertoire aussi complet que possible de tous ceux qui ont été sollicités (qui l'ont ou non signalé);
- c) préparer avec Moins et Terfve un plan d'attaque parlementaire.

- Rapport de la délégation en Yougoslavie

- Glineur, en collaboration avec les autres membres de la délégation, fera un note de synthèse pour le B.P.
- Prévoir, pour le D.R., un interview avec les 3 membres de la délégation.

- Prêt accordé pour l'immeuble de la fédération

Levaux prendra contact avec Gordower pour un nouveau règlement.

- Réformes de structures

- Rapport sur l'action actuelle en faveur des réformes par J. Turf à quinzaine;
- créer un groupe de travail de spécialistes pour étudier les nationalisations
y inviter : Joye, Nagels, Smaragd et des non-membres du parti; 1 ou 2 camarades de Liège : Levaux.
Demander la collaboration d'Urbain Destrée.

COMMUNIQUE

Le Bureau politique du Parti communiste se réjouit du développement des actions unitaires de solidarité menées en faveur du peuple vietnamien au moment où celui-ci intensifie sa lutte contre l'agression impérialiste.

Après le succès du meeting de Bruxelles et de la manifestation de Liège, organisée sous les auspices du Front commun syndical, il convie les progressistes et, en particulier, les communistes à participer nombreux à la manifestation prévue à Anvers pour le 6 mai.

A cet égard, le Bureau politique rappelle que la solidarité avec le Vietnam implique en ordre principal la recherche d'un appui de masse au programme de paix en sept points du Gouvernement révolutionnaire provisoire du Sud Vietnam, à l'exigence de l'arrêt définitif des bombardements américains, à la reconnaissance par la Belgique de la République démocratique du Vietnam.

C'est pourquoi les communistes s'élèvent contre l'introduction, dans les manifestations en cours, de slogans-parasites qui n'ont rien à voir avec la solidarité nécessaire et qui tendent au contraire à l'affaiblir au seul profit de sectes pseudo-révolutionnaires guidées par d'autres préoccupations.

Le Bureau politique du
Parti Communiste de Belgique.

Bruxelles, le 24 avril 1972.

Communiqué

Le Bureau Politique du Parti Communiste de Belgique

- constate que les forces réactionnaires et revanchardes dans la République Fédérale Allemande ont déclenché une campagne d'opposition à la ratification des accords de 1970 entre d'une part la République Fédérale Allemande et d'autre part l'Union Soviétique et la Pologne.

La ratification de ces accords créerait de façon marquante un climat politique favorable à la convocation rapide d'une Conférence des Etats pour la Sécurité et la Coopération européennes. L'offensive réactionnaire qui se déroule actuellement en Allemagne occidentale constitue une menace non seulement pour la mise en vigueur de ces accords, mais aussi pour les efforts déployés dans notre pays en faveur d'un système de sécurité collective en Europe.

C'est pourquoi le Bureau Politique demande avec insistance au gouvernement et au parlement qu'ils se prononcent en faveur de la mise en route rapide et concrète de la préparation de la Conférence des Etats.

Il charge le groupe parlementaire communiste de faire les démarches nécessaires à cet effet.

Il insiste également sur l'impérieuse nécessité pour les organisations du mouvement ouvrier de notre pays, de prendre une position allant dans le même sens.

Le Bureau Politique du P.C.B.

Bruxelles, le 25 avril 1972.

Persmededeling

Het Politiek Bureau der Kommunistische Partij van België

- stelt vast dat reaktionaire en revanchistische krachten in de Bondsrepubliek Duitsland een kampanje ontketend hebben om de ratifikatie der verdragen van 1970 tussen de Bondsrepubliek enerzijds, en de Sovjet-Unie en Polen anderzijds, te verhinderen;

- doet daarbij opmerken dat de ratifikatie van deze verdragen aanzienlijk zou bijdragen tot het scheppen van een politiek klimaat in Europa ten gunste van het spoedige bijeenroepen van een statenkonferentie voor Europese Veiligheid en Samenwerking. Het huidige reaktionaire offensief in Westduitsland betreft derhalve niet alleen de verdragen als dusdanig, maar bedreigt tevens de inspanningen die totnogtoe ook in ons land geleverd werden ten gunste van een geldig systeem voor kollektieve veiligheid in Europa.

Het Politiek Bureau dringt daarom aan bij regering en parlement, opdat ze zich uitspreken voor een spoedige aanpak van de konkrete voorbereiding der statenkonferentie, en gelast de kommunistische parlementsgroep terzake de nodige stappen te doen.

Het wijst tevens op de dringende noodzaak dat de organisaties der arbeidersbeweging in ons land in dezelfde zin stelling kiezen.

Het Politiek Bureau der K.P.B.

Brussel, 25 april 1972.

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

Avenue de Stalingrad, 29
1000 BRUXELLES

Bruxelles, le 24 avril 1972

AUX MEMBRES DE L'AILE WALLONNE DU B.P.

Chers Camarades,

L'aile wallonne du Bureau politique se réunira

le

VENDREDI 28 AVRIL 1972 A 9 H.30.

A l'ordre du jour :

- Elargissement du bureau de l'aile.
- Liaisons avec les fédérations.
- Le mouvement socio-éducatif.

Fraternellement,

M. DRUMAUX.

BP20_1972_05

May 1972

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

Avenue de Stalingrad, 29
1000 BRUXELLES

Bruxelles, le 2 mai 1972

AUX MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE

Chers Camarades,

Le Bureau politique se réunira le
VENDREDI 5 MAI 1972 A 9 H.30.

=====

A l'ordre du jour :

- Rapport sur les réformes de structure

J. TURF.

Fraternellement,

M. DRUMAUX
A. DE CONINCK.

Procès-verbal du Bureau politique du 5.5.1972

Présents : Blume, De Coninck, Drumaux, Dussart, Glineur, Renard, Van Geyt, Van den Branden.

Excusés : Coussement, Debrouwere, Levaux, Turf.

- Développement de l'action pour la défense de l'emploi

- R. Dussart établira (avec A. Martin) le memorandum - bilan de l'acquis des luttes ouvrières en matière de protection de l'emploi et de lutte contre les licenciements (depuis les accords de Zwartberg). Il contiendra également les éléments de base d'une proposition de loi visant à bloquer les suppressions d'emploi jusqu'à fin 1972. Prévoir en même temps l'alternative c.à.d. des réels investissements nouveaux répondant à une nécessaire expansion économique et créant des emplois nouveaux rentables. En matière de "fusions" d'entreprises (nationales ou multi-nationales) exiger que tout nouveau projet soit soumis au contrôle des syndicats.
- Les éléments de ce memorandum devraient être soumis à la discussion des travailleurs (notamment aux réunions inter-usines prévues sur le "contrôle".

Objectifs du contrôle : les rationalisations
l'expansion
les fusions
et ventes et achats.

A l'issue des réunions, envisager des actions pour obtenir des résolutions d'entreprises, des démarches auprès des parlementaires (notamment par le dépôt commun de la proposition de loi).

- Faire le bilan de cette activité avant le C.C. des 10-11 juin.
- Prévoir au B.P. du 2 juin, les éléments du rapport à présenter au C.C.
- Rapporteurs au prochain C.C.
 - sur les pratiques trotskystes : A. De Coninck
 - sur le contrôle ouvrier : J. Turf.
- Prochains B.P.
 - pas de B.P. le 12/5.
 - ordre du jour de celui du 19/5 : les réformes de structure et le contrôle ouvrier.
 - Le 2/6 : rapport sur pratiques trotskystes.
- Presse et situation en Indochine :
intervenir auprès du D.R. pour une polémique vigoureuse avec l'article de "La Wallonie" du 4/5.

=====

Communiqué.

Le Bureau Politique du Parti communiste constate que, dans les récents développements de la lutte ouvrière pour la défense de l'emploi, qui ont mis en cause à la fois la politique du grand capital et celle du ministre Simonet, l'exigence du contrôle ouvrier s'est manifestée concrètement et a eu des prolongements politiques jusqu'au Parlement.

Il sera possible de renforcer cette lutte dans l'unité et de lui assurer des résultats favorables si est largement suivi et amplifié l'exemple que viennent de donner les organisations ouvrières des entreprises menacées de la région liégeoise et, en Flandre, du groupe AKZO.

Le Bureau Politique du Parti
communiste de Belgique
Bruxelles, le 6 mai 1972.

Persmededeling.

Het Politiek Bureau van de Kommunistische Partij van België stelt vast dat in de recente ontwikkeling van de arbeidersstrijd voor de verdediging van de tewerkstelling, waarin tegelijkertijd de politiek van het grootkapitaal en deze van minister Simonet in vraag werden gesteld, vooral de eis van de arbeiderskontrolle konkreet gesteld werd en politieke ver- lengingen kende tot in het Parlement.

Het zal mogelijk zijn om deze strijd in eenheid te verster- ken en gunstige gevolgen te behalen indien het voorbeeld dat de werkersorganisaties van de bedreigde ondernemingen in het Luikse en, in Vlaanderen, van de groep AKZO stellen, breed gevolgd en uitgebreid wordt.

Het Politiek Bureau van de
Kommunistische Partij van België
Brussel, 5 mei 1972.

COMMUNIQUE

Acculé à reconnaître publiquement l'échec de sa politique de "vietnamisation", qui n'a jamais été qu'une ruse de guerre, le président Nixon vient de faire un pas de plus sur la voie de l'agression en décidant le blocus total du Nord-Vietnam.

La gravité de cette décision ne peut échapper à personne. Elle constitue une lourde menace pour la paix mondiale et relève d'un aventurisme politique qui sera condamné sévèrement par l'opinion internationale.

Le Bureau politique du Parti communiste réaffirme à cette occasion sa solidarité avec le peuple du Vietnam qui lutte pour sa liberté et avec toutes les forces anti-impérialistes qui soutiennent cette lutte matériellement et politiquement.

Face à la décision scandaleuse de Nixon, que fera le gouvernement belge ? Restera-t-il une fois de plus passif ou usera-t-il de l'influence qu'il peut exercer à Washington pour y exprimer utilement la complète désapprobation des forces démocratiques belges à l'égard de la nouvelle "escalade" qui commence ?

Le Bureau politique du PCB estime qu'après les manifestations de solidarité récentes auxquelles le Front commun syndical a prêté son concours, il doit être possible d'intervenir avec force auprès du gouvernement pour que celui-ci prenne les initiatives diplomatiques que la situation nécessite d'urgence.

Le Bureau politique
du P.C.B.

Bruxelles, le 9 mai 1972.

Persmededeling.

Verplicht om openlijk de nederlaag van zijn "vietnamizeringspolitiek" te erkennen, die nooit iets anders was dan een oorlogslist, heeft president Nixon opnieuw een stap gezet op de weg van de agressie, door de volledige blokkade van Noord-Vietnam te beslissen.

De ernst van deze beslissing kan niemand ontgaan. Zij betekent een zware bedreiging voor de wereldvrede en vloeit voort uit een politiek avonturisme dat streng zal veroordeeld worden door de internationale opinie.

Het Politiek Bureau van de Kommunistische Partij herbevestigt bij deze gelegenheid haar solidariteit met het Vietnamese volk, dat strijdt voor zijn vrijheid, en met alle anti-imperialistische krachten die deze strijd materieel en politiek ondersteunen. Wat zal de Belgische regering doen, ten overstaan van de schandalige beslissing van Nixon? Zal zij andermaal passief blijven, of zal zij gebruik maken van de invloed die zij in Washington kan uitoefenen om er doeltreffend de volledige afkeuring uit te drukken van de Belgische democratische krachten ten overstaan van de nieuwe "eskalatie" die begint?

Het Politiek Bureau van de K.P.B. is van mening dat na de solidariteitsbetogingen waaraan het Gemeenschappelijk Vakbondsfront zijn medewerking verleende, het mogelijk moet zijn om krachtdadig tussen te komen bij de regering opdat zij de diplomatieke initiatieven zou nemen die deze toestand dringend vereist.

Het Politiek Bureau van de
K.P.B.

Brussel, 9 mei 1972.

RAPPORT : à la commission des jeunes communistes
à la fédération Bruxelloise
au bureau politique.

1'U.N.E.C. et les gauchistes.

- 1.- Des incidents qui ont accompagné les manifestations de solidarité avec les peuples indochinois organisées ces dernières semaines ont ramené la vieille question du gauchisme dans nos débats, et divers responsables ont été plus ou moins directement critiqués.
- 2.- L'UNEC ne désire pas refaire l'analyse du gauchisme quant à ses grandes lignes, mais préciser les conséquences à en tirer, en Belgique, dans des conditions spécifiques : par rapport à l'article de De Coninck dans le D.R. du .72, nous refusons l'insulte comme argument (cfr. l'ex. de Mussolini) et l'amalgame suggéré nous paraît non seulement absolument injustifié, tant théoriquement que pratiquement, mais de plus nuisible pour les raisons développées ci-après.
- 3.- La critique des positions des gauchistes ne peut pas être séparée d'une compréhension du phénomène social, et ce phénomène il n'y a ni à "l'approuver" ni à le "désapprouver" : notre tâche de marxistes est d'en comprendre la dynamique et d'agir sur lui au bénéfice du mouvement ouvrier et de ses objectifs.
- 4.- Face à une maladie de jeunesse, l'attitude autoritaire est stérilisante, pour les "vieux" comme pour les "jeunes" : les uns et les autres se bloquent dans leurs convictions respectives, personne ne gagne, tout le monde perd dans un combat nuisible et dominé rapidement par les passions.
- 5.- Face au gauchisme, cette maladie de jeunesse, l'UNEC estime indispensable que le parti entier adopte une attitude constructive. Le fait que le gauchisme a des fondements objectifs (prolétarisation croissante et faiblesse des organisations ouvrières par rapport aux nouveaux prolétaires, contradictions du capitalisme et mécontentement généralisé) implique qu'il est pour les individus une phase passagère car elle se termine nécessairement par un choix de classe qui lève son ambiguïté et ses contradictions (subjectivement révolutionnaire - objectivement inefficace et nuisible) : ce sera soit le camp de la Bourgeoisie par la "promotion social" soit la compréhension du rôle historique du prolétariat et la participation au mouvement ouvrier qui en est l'expression et le moteur. (Pour ne pas parler des rares cas individuels - pathologiques - des "vieux gauchistes")

.../...

- 6.- Le gauchisme n'est donc ni un péché originel ni une tare héréditaire ni un mal incurable pour les individus et les groupes qui font cette maladie : le parti en les rejetant brutalement retarde leur maturation politique, les durcit dans leurs erreurs et, le plus souvent, les rejette finalement dans le camp de la bourgeoisie dont ils sont souvent issus. Ainsi de nombreux groupes se figent dans un anti-communisme qui devient leur principale force de cohésion, et ils y sont encouragés spécialement par la presse bourgeoise qui leur fait grande publicité. Tout cela est mauvais pour le mouvement ouvrier.
- 7.- L'UNEC estime qu'en principe, la seule façon constructive de lutter contre le verbalisme révolutionnaire des gauchistes est de les impliquer dans l'action réelle : ne pas débattre de la révolution - pour après demain en Patagonie-, se battre pour ici et maintenant. Et l'action unitaire paye, tout le monde le sait. Le succès honorable du meeting Indochine à l'ULB l'a montré récemment.
- 8.- Mais de fait, et de manière exemplaire dans ce cas, le bénéfice est encoré à un autre niveau. Les manoeuvres sectaires de la L.R.T. l'ont isolée, en même temps que les autres groupes se sont accordés sur des objectifs justes - que nous avons proposés - et ont noué des relations de confiance : la discussion devient possible, et utile puisque l'action continue et impose sa dynamique d'unité et de réalisme, puisque le lien dialectique apparaît entre le succès de masse et les progrès de l'unité dans l'action des militants. Au total l'action commune signifie de fait - fut ce provisoirement - la fin du gauchisme car la masse qu'elle mobilise et tend à mobiliser davantage ne suit pas les irresponsables et approuve le plus souvent les positions des communistes.
- 9.- Inversément à Anvers la RAL et les KJ sont renvoyés dos à dos et nos camarades des KJ ont été à diverses reprises mis en minorité dans le comité organisateur. L'anticommunisme se porte bien.
- 10.- Ceci pose d'ailleurs une autre question à propos de l'union des progressistes en général. C'est une illusion complète de croire que des chrétiens et des socialistes vont trancher ce qui leur apparaît comme un débat entre marxistes en entérinant une exclusive que nous formulons, d'autant qu'il y a souvent entre eux et les gauchistes un fond commun d'idéalisme qui explique bien des errements vers la lutte anti-autoritaire et la contre culture en général. Ils le feront d'autant moins volontiers que le parti assera ses positions sur des manoeuvres, alors que dans l'action unitaire les gauchistes invétérés s'excluent d'eux-mêmes.

.../...

II.- Enfin rejeter tous les groupes gauchistes dans le même sac (et ils sont nombreux ne l'oublions pas) relève d'une incompréhension grave, et d'une absence d'analyse, de leur diversité, dont il est trop simple de se gausser. Toute l'énergie qu'ils gaspillent en scissions, luttes de tendance et changements d'objectifs est le signe d'une compréhension partielle et insuffisante certes, mais réelle de leurs échecs et du souci qu'ils ont d'y remédier. Ainsi divers groupes gauchistes ont montré dans le temps pourtant bref de leur histoire une évolution positive, qui notamment les a amené à revoir leur position vis à vis d'organisations de masse comme les syndicats. Ce n'est pas qu'ils aient soudain beaucoup amélioré leur compréhension du marxisme chinois mais simplement le résultat logique d'un engagement dans le réel et des échecs qu'ils ont subis.

I2.- Ceci devrait nous encourager non seulement à entraîner les gauchistes dans une action de masse commune où la justesse de nos positions et la force de notre organisation apparaissent et gagnent en efficacité, mais de plus à observer de près et à encourager toute évolution positive dans leurs orientations.

Concrètement, vis à vis de la L.R.T. qui persiste dans ses manoeuvres nous pensons qu'il faut rester très vigilants et développer la riposte politique qui s'impose.

le secrétariat
le 12 mai 1972

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

Avenue de Stalingrad, 29
1000 BRUXELLES

Bruxelles, le 16 mai 1972

AUX S.P. ET TRESORIERES FEDERAUX

Chers camarades,

Il serait souhaitable que les fédérations procèdent à un premier versement sur le prix de la brochure "Que veulent les communistes ?" dans le courant du mois de juin.

Les versements des fédérations se font directement à la Trésorerie nationale du PCB et non à la Fondation Jacquemotte (celle-ci intervenant surtout pour les commandes individuelles payées par C.C.P.).

Rappelons que les brochures sont payées au centre à 50 % de leur prix de vente, la différence restant à la disposition des fédérations et/ou des organisations de base.

Bien fraternellement.

Claude RENARD.

Marie GUISSÉ.

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

Avenue de Stalingrad, 29
1000 Bruxelles

Bruxelles, le 8 mai 1972

AUX MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE

Chers Camarades,

Le Bureau politique se réunira le

VENDREDI 19 MAI PROCHAIN A 9 H.30.

=====

A l'ordre du jour :

- Les réformes de structure et
contrôle ouvrier.

J. TURF.

Fraternellement,

M. DRUMAUX
A. DE CONINCK.

Procès-verbal du B.P. du 19.5.1972

Présents : Coussement, Debrouwere, De Coninck, Drumaux, Dussart, Glineur, Levaux, Renard, Turf, Van den Branden, Van Geyt.

Excusé : J. Blume.

Réformes de structure : rapport J. Turf:

- Etablir une distinction entre :

1) grandes entreprises à caractère national :

- Energie : entreprises généralement "bénéficiaires"
 - Transports : élément particulier : lutte contre la privatisation
 - Assurances et crédits
- pour ces 3 secteurs : maintien de la proposition de nationalisations + contrôle des travailleurs.

2) Entreprises multi-nationales

- proposition : puissantes régies nationales + contrôle travailleurs (lèverait les 2 arguments capitalistes :
- la viabilité des entreprises
 - l'insuffisance de capitaux).

3) Petites et moyennes entreprises :

Pour elles, souligner l'importance de la création des SDR et SRI dont le rôle est d'assurer la coordination et la planification des investissements et de l'emploi.

Revendication : contrôle ouvrier à tous les échelons.

- Contrôle : doit porter essentiellement sur l'emploi et les revenus.

- Ces réformes étant liées et plus ou moins conditionnées par des changements politiques résultant d'un puissant mouvement de masse qui conduirait à un gouvernement démocratique, il y aura lieu de préciser les objectifs prioritaires pour l'immédiat.

Réfléchir sur certaines propositions notamment :

- Le droit à l'information qui sera vraisemblablement accordé aux conseils d'entreprises doit permettre le contrôle de l'augmentation du nombre d'emplois dans l'entreprise que provoqueraient les investissements
- exiger une participation de l'Etat dans l'entreprise en contre partie des dons que constituent pour l'entreprise, la couverture par l'Etat des intérêts des capitaux octroyés
- exiger de connaître d'avance les plans patronaux de rationalisations.

- La discussion du problème sera poursuivi au BP du 2 juin, préparatoire au prochain C.C.

- Le problème des réformes de structure et du contrôle sera traité dans un "Faits et Arguments" de septembre (texte à préparer par J. Turf).

- Ingérences policières.

- L'interpellation au Parlement a été déposée.

- Demande du P.O.R. (Posadas) de protester contre la répression menée contre leurs militants au Brésil : accord (ce sont des victimes de la répression fasciste).

J. Debrouwere rédigera le texte à envoyer à l'Ambassade et à publier dans D.R. et R.V.

En ce qui concerne leurs autres demandes (exposé de leurs positions et participation aux activités UDP) attendre la discussion au C.C.

- LRT et UDP de Mouscron : Coussement fera prochainement une communication au B.P.
- Texte d'article de J.M. Chauvier et R. Bliest pour le D.R. : à ne pas publier.
Leurs vues sur le "gauchisme" sera matière à réflexion au C.C.
- Etude sur les possibilités de publication d'un quotidien :
 - Coussement donnera les premiers éléments de réflexion, avant les vacances.
 - Refus du gouvernement d'octroyer des crédits complémentaires aux communes : Levaux fera un note pour le D.R.
- Concertation wallonne sur la régionalisation
 - accord de poursuivre les discussions à la "Commission des 11".
 - faire un communiqué sur accord BP pour des initiatives poursuivant les mêmes objectifs en Flandre et dans la région bruxelloise.
 - Marquer accord sur proposition PSB de discussion urgente du projet sur les Fourons.
- Congrès FGTB
 - La discussion du rapport de Dussart aura lieu au prochain B.P.

=====

COMMUNIQUE

Le Bureau politique du Parti communiste de Belgique a pris connaissance des positions prises par les représentants du parti à la récente réunion des groupes politiques wallons. Il considère que la mise en place des structures régionales doit être réalisée rapidement et approuve par conséquent la résolution adoptée au terme de la réunion des groupes.

Le Bureau politique se déclare prêt à soutenir toute initiative poursuivant le même objectif tant pour la Flandre que pour la région bruxelloise.

D'autre part, ayant examiné la proposition du PSB d'accélérer le règlement de la question des Fouron, le Bureau politique du Parti communiste a décidé d'appuyer cette proposition.

Bruxelles, le 19 mai 1972.

PERSMEDEDELING

Het Politiek Bureau van de Kommunistische Partij van België nam kennis van de stellingen, ingenomen door de vertegenwoordigers van de partij, op de recente vergadering van de Waalse politieke groepen. Het is van mening dat de instelling van de regionale structuren vlug moet verwezenlijkt worden en betuigt, bijgevolg, zijn instemming met de resolutie, die bij het slot van de vergadering der groepen goedgekeurd werd.

Het Politiek Bureau verklaart zich bereid elk initiatief te steunen dat hetzelfde doel nastreeft - en zulks zowel voor Vlaanderen als voor het Brussels gewest.

Anderzijds, na onderzoek van het BSP-voorstel om de regeling van het vraagstuk van de Voerstreek te verhaasten, heeft het Politiek Bureau besloten dit voorstel te steunen.

Brussel, 19 mei 1972.

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

Avenue de Stalingrad, 29
1000 BRUXELLES

Bruxelles, le 2 mai 1972

AUX MEMBRES DE L'AILE WALLONNE
DU BUREAU POLITIQUE

Chers Camarades,

L'aile wallonne du Bureau politique se réunira le

VENDREDI 26 MAI 1972 A 9 H.30.

=====

A l'ordre du jour :

- 1) Développement du Rassemblement des Progressistes en Wallonie (avec les invités).
- 2) Examen des propositions d'organigramme des structures de la direction du Parti et plan de liaisons avec les fédérations : Coussement - Glineur.
- 3) Mouvement socio-éducatif francophone.

Fraternellement,

M. DRUMAUX.

Budget Magazine 4 premiums 24-5-72

	R.			D.	
1	50	75	Salaries 5-7	937	880
2	401	461	SS 9	250	408
			{ OH 10	22	19
3	60	41	{ OH 11	20	20 45
4	1250	1250	JC 11'	33	72 47
			Sol. 12	124	110
		<hr/>	Transp 13	150	165
		1827	Comp 14	20	4
			Supplies 15	20	-
			Prop. 16	125	98
					<hr/>
					1786